

LE PLANETARIUM

de Ghassan Salamé

L'immoralité du «club» nucléaire

La prolongation du traité de non-prolifération nucléaire, qui sera discutée le mois prochain à New York, devrait rencontrer l'hostilité de nombreux pays. Ceux qui n'acceptent pas la loi à géométrie variable des cinq grands pays, qui disposent toujours d'arsenaux considérables.

Parmi les 172 pays qui se réuniront à New York au mois d'avril pour étendre l'application du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), Washington finira bien par trouver une majorité favorable à ses propositions. Mais sa victoire à l'arraché sera une victoire à la Pyrrhus: les pays du Sud, amis ou adversaires des Etats-Unis, expriment une réticence aussi forte qu'inattendue à la pérennisation d'un traité qu'ils regardent dorénavant comme le stigmate insupportable de leur infériorité. Pour convaincre ces pays d'adhérer au TNP, les cinq Grands leur avaient promis d'éliminer progressivement leurs propres arsenaux nucléaires. Ils ne l'ont pas fait. Et même si les accords en cours en vue de la réduction des armes entre grandes puissances étaient intégralement appliqués, leur arsenal resterait supérieur (et autrement plus sophistiqué) à ce qu'il était en 1970, lorsqu'ils avaient pris cet engagement.

Les Grands avaient alors promis la diffusion de la technologie nucléaire à usage civil aux pays qui s'engageraient, par le TNP, à ne point en étudier des usages militaires. Ce transfert de technologie nucléaire civile est largement resté lettre morte, les Grands ayant craint la possibilité d'un usage mixte, civil au départ, militaire à l'arrivée. Les Grands s'étaient aussi engagés à interdire l'accès au club nucléaire à tous les pays sans exception. Mais leur rigueur a été très sélective: l'Irak a vu ses installations détruites depuis 1991; l'Afrique du Sud a accompagné la fin de l'apartheid par une renonciation unilatérale à ses armes nucléaires; l'Argentine et le Brésil ont (provisoirement?) mis fin à leurs ambitions nucléaires; les républiques de l'ex-URSS ont laissé, la mort dans l'âme, la Russie gardienne

exclusive des ogives de l'armée Rouge.

Mais le Pakistan, fort de son rôle dans la guerre d'Afghanistan, y a fait son entrée. Deux autres pays, l'Inde et Israël, ont obstinément refusé de signer le TNP et ont même développé des armes nucléaires de seconde génération, qui les mettent au même rang que certains membres du «club».

D'où l'effritement de la base morale sur laquelle les Occidentaux fondent leur campagne contre la prolifération: ils ne donnent pas l'exemple et ils détournent les yeux quand ce sont leurs amis qui développent la technologie nucléaire.

De là ce désenchantement qui contraste fort avec les rêves d'il y a deux ou trois ans, quand les Occidentaux, forts de l'effondrement de l'URSS, cherchaient non seulement à pérenniser cet accord qui arrive à terme en 1995, mais aussi à le renforcer en établissant des sanctions sévères contre les violateurs, en dotant le Conseil de sécurité d'un pouvoir d'inspection dans tout pays suspect et l'Agence atomique de Vienne de moyens pour jouer à l'inspecteur et, éventuellement, au juge et au policier pour punir les contrevenants. Ces objectifs n'auraient été atteints que si, en parallèle, le moratoire sur de nouveaux essais nucléaires par les membres du club était lui-même devenu permanent, si les arsenaux des Grands s'étaient substantiellement réduits et si les récalcitrants, amis ou ennemis, avaient été traités avec la même sévérité. Or, avec la complaisance, sinon la coopération des Grands, le sous-continent indien a connu, à l'ombre du TNP, une évolution dangereuse où les armes nucléaires ne sont pas seulement produites, mais pourraient, au premier incident frontalier, être déployées, voire utilisées. Au Proche-Orient, ce sont les amis égyptiens ou saoudiens de l'Occident, plus que ses adversaires irakiens ou iraniens, qui se plaignent à présent du refus persistant d'Israël de signer le TNP, et refusent même de signer la Convention de Paris sur les armes chimiques («nucléaire du pauvre») tant qu'Israël n'aura pas adhéré au TNP.

La France, avec son Livre blanc sur la défense, signale avec raison que la prolifération est devenue «un défi majeur de notre temps», les armes nucléaires pouvant tomber dans les mains de potentats imprudents ou de groupes irresponsables. Mais pour trouver un remède, les Grands doivent convaincre les autres pays que le TNP

est plus qu'un moyen détourné pour consolider l'inégalité flagrante entre les pays nucléaires et les autres, et un instrument de domination des premiers sur les seconds. Pour amener l'Egypte ou l'Indonésie, le Mexique ou la Thaïlande à renoncer à entrer au club, il faudrait que ses membres cessent d'exhiber, avec tant d'arrogance, le privilège singulier qu'ils ont d'y appartenir. ■